

Brexit Douvres-Londres, la future autoroute du chaos

REPORTAGE, PAGES 6-7

Laïcité Le macronisme fracturé par le séparatisme

ANALYSE, PAGES 10-11

C. DEUSON - ROGER-VIOLETTE



Martine Storti «Il n'y a jamais eu un seul féminisme»

ENTRETIEN, PAGES 18-19

Libération



COVID DÉFAITE DE FIN D'ANNÉE ?

5000 contaminations par jour environ: c'est le seuil qu'avait fixé Emmanuel Macron pour enclencher le déconfinement au 15 décembre. Mais face à une situation qui s'améliore moins vite que prévu, les restrictions pourraient perdurer.

PAGES 2-5

SIRO RODENAS CORTES . GETTY



IDÉES/

PIB : problèmes d'un indicateur bancal

Avec la crise sanitaire, sociale et écologique que nous traversons, il est difficile de tout voir à travers une donnée qui ne parle que d'économie.

Par
THIBAUT SARDIER

En 2020, il aura chuté de 9 à 10 %. Une fois de plus, le Produit intérieur brut est l'oiseau de mauvais augure, annonciateur d'une crise que le plan de relance essaie de freiner. Malgré son grand âge (il est apparu après-guerre), il reste le gouvernail de nos politiques. Il nous dit beaucoup de l'économie mais ne parle ni de la pollution, ni de l'état des hôpitaux, ni des inégalités. Or, la crise qui s'annonce est économique, mais

aussi sanitaire, sociale et écologique. Pour la surmonter, faut-il se débarrasser du PIB ?

Le PIB, pas si neutre

La définition de base du PIB est simple. C'est la somme des richesses produites sur un territoire. Les problèmes commencent lorsqu'il faut agréger tous les chiffres qui le composent. «*Le PIB est enchâssé dans une chaîne statistique complexe, dans un système de comptes nationaux dont l'ancrage est multiple et profond*», décrit Florence Jany-Catrice, spécialiste des indicateurs économiques (1). Il faut collecter des chiffres auprès des entreprises, des ménages, des admi-

nistrations publiques, avant d'uniformiser les données pour obtenir une somme conforme aux réalités économiques.

Le calcul du PIB est aussi le résultat de choix discutables. «*En avril 2020, l'Insee a réduit arbitrairement de 25% dans son calcul du PIB la part de la production des services rendus par les administrations publiques*, explique la chercheuse. Or, l'Allemagne ne l'a pas fait.» Autre exemple: en 2015, le calcul du PIB irlandais est révisé, de telle sorte que le taux de croissance du pays n'est plus de +7% mais de +26%. «*Peut-on vraiment croire que l'Irlande ait gagné un quart de richesse en plus en un an?*»

Tout pour la croissance

Etats-Unis, 2019. La croissance est à plus de 2% et le chômage à seulement 3%. Pour le plus grand bonheur des Américains? Non, comme l'explique notamment l'économiste Eloi Laurent dans son dernier livre (2). Car beaucoup cumulent les emplois et se résignent à la précarité, jusqu'à ce que la pandémie fasse exploser le chômage et les envoies vers l'aide alimentaire. «*Le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue*», résumait en 1968 Robert Kennedy, alors candidat démocrate à la présidentielle américaine. «*La comptabilité nationale considère comme utiles toutes les productions y compris les plus toxiques*», confirme la sociologue Dominique Méda (3). L'extraction de pétrole ou la construction de voitures diesel sont «bonnes pour l'économie». Mais quel impact ont-elles sur les écosystèmes, le climat, les maladies respiratoires? Construire des quartiers neufs aide le BTP, mais qui s'occupe des conditions de travail des ouvriers ou de l'artificialisation des sols? Ceux qui expliquent qu'un PIB élevé permet de financer des réponses à ces problèmes oublient de poser la question de la redistribution, car un grand PIB n'implique pas forcément un grand «ruissellement». Mieux vaut des richesses moins grandes mais mieux réparties, grâce à la Sécurité sociale ou aux services publics. «*Un projet politique de "retour à la croissance" est symptomatique d'une société - en tout cas d'un Etat - en panne d'imaginaires collectifs*», conclut Florence Jany-Catrice.

Les alternatives

Depuis la fin des années 1990, le Bhoutan utilise un indice de Bonheur national brut qui balaye une trentaine d'indicateurs (santé, écologie, gouvernance locale...) afin d'améliorer par des mesures concrètes les conditions de vie des habitants. En 2019, la Nouvelle-Zé-

lande a présenté son premier «*budget bien-être*». Il a pour ambition de s'émanciper du PIB en étant généreux dans des secteurs clés comme la santé mentale ou la protection de l'enfance. Dans les deux cas, il s'agit de ne plus faire de la croissance un objectif prioritaire. «*Il est urgent d'enserrer le PIB [...] dans des limites sociales et environnementales strictes*», prévient Dominique Méda. Pour cela, les indicateurs alternatifs ne manquent pas. L'Indice de développement humain est l'un des plus connus. Il prend en compte les revenus ainsi que les niveaux de santé et d'éducation. A sa suite, les options sont nombreuses, avec des modes de calculs plus ou moins simples: indice de la pauvreté multidimensionnelle, empreinte carbone, taux de chômage, indice de Gini qui mesure les inégalités, indice de santé sociale, indice de résilience nationale... Il n'y a plus qu'à choisir, mais la question reste celle des politiques menées à partir des chiffres.

Peut-on faire pareil en France?

Eloi Laurent propose de substituer l'espérance de vie en bonne santé au PIB car elle intègre à la fois le bien-être des humains et l'état des écosystèmes qui doivent être au centre de nos choix politiques. «*C'est une mine d'informations. [...] Vous y lisez le fonctionnement des systèmes de soin, la démocratisation de la médecine et de l'assurance sociale, les inégalités sociales - six à sept ans de différence entre un cadre et un ouvrier en France -, l'importance des relations sociales, les inégalités territoriales, l'influence des crises écologiques comme la canicule de 2003*», expliquait-il à Libé le 30 novembre. Mais pourquoi un seul indicateur? «*Je suis plutôt pour qu'on ouvre portes et fenêtres*, explique Florence Jany-Catrice. *Il faut améliorer la transparence des choix qui président à la construction des indicateurs. Il faut aussi pluraliser les indicateurs qui viennent dire où sont les priorités.*» Depuis 2015, une loi portée par la députée écologiste Eva Sas suit cette voie en imposant à l'exécutif de produire un rapport annuel fondé sur «*des indicateurs d'inégalités, de qualité de vie et de développement durable*». Dans l'espoir de (re)mettre le PIB à sa juste place: une donnée parmi d'autres dans le débat démocratique. ◆

(1) Autrice de *l'Indice des prix à la consommation* (La Découverte, 2019).

(2) *Et si la santé guidait le monde?*, (LLL, 2020).

(3) Propos extraits du livre *Le Manifeste travail* (Seuil, 2020).

L'ŒIL DE WILLEM

